

GRAND DEBAT : LES LEÇONS DU « OFF »

Le Monde, Par Claire Legros Publié le 8 avril à 03h13, mis à jour à 03h13

La synthèse présentée par le gouvernement ne sera pas la seule analyse du grand débat. Des chercheurs, ingénieurs, citoyens ont développé en parallèle d'autres modes de débats et outils de restitution.

Dans un festival, le « off » allie souvent le contestataire au complémentaire. Celui du grand débat, en marge du dispositif de participation déployé par le gouvernement, n'échappe pas à la règle. La diversité d'initiatives – plateformes indépendantes, réunions non inscrites sur le site officiel, outils d'analyses alternatifs – témoigne d'une effervescence démocratique qui restera, selon le professeur de science politique Loïc Blondiaux, « *l'un des éléments les plus intéressants du grand débat* ».

« *Jour après jour, on a découvert des rencontres organisées par des collectifs, associations culturelles ou sociales, voire des entreprises, sur des thèmes qui débordent largement la feuille de route de l'exécutif* », constate le chercheur Martial Foucault, directeur du centre de recherches politiques Cevipof.

Transformation du système politique sur le site du Vrai Débat

Du côté des plateformes numériques, [le site du Vrai Débat](#), porté par un collectif de « gilets jaunes » de différentes régions de France, a comptabilisé 44 000 contributeurs et 25 000 propositions. Plusieurs laboratoires de recherche indépendants se sont penchés sur ces données. Les propositions pour une transformation du système politique (abolition des privilèges des élus, référendum d'initiative citoyenne, reconnaissance du vote blanc...) arrivent en tête des votes, avec celles en faveur de la justice sociale et fiscale.

Alors qu'on les disait éloignés de l'urgence climatique, les contributeurs ont aussi largement partagé les propositions sur l'écologie – troisième thème ayant suscité le plus de propositions – tandis que celles allant dans le sens du refus de l'immigration et de l'Europe restaient minoritaires, de même que la remise en cause du mariage homosexuel et le refus de l'avortement.

Une autre initiative, le dispositif « Entendre la France », lancée par trois ingénieurs, a recueilli les propositions de 16 000 participants sur l'application Messenger de Facebook, par l'intermédiaire d'un chatbot générant automatiquement les questions du grand débat. Ce dispositif a touché une majorité de jeunes (82 % des répondants étaient âgés de 18 à 35 ans), plutôt urbains. Les 36 000 contributions, analysées en interne, demandent elles aussi la prise en compte du vote blanc, le recours plus fréquent aux référendums locaux et nationaux, et le tirage au sort de citoyens non élus pour les associer à la décision publique.

Des analyses indépendantes

Un autre volet de ce « off » concerne l'analyse des contributions exprimées sur le site du grand débat. La synthèse présentée par le gouvernement ne sera pas la seule. Des chercheurs, ingénieurs, citoyens travaillent à une restitution avec leurs propres outils, indépendants de ceux mis en œuvre par les prestataires officiels. Plus de quarante équipes de recherche ont ainsi répondu à l'appel à projets lancé par l'Agence nationale de la recherche.

L'Observatoire des débats, « *dispositif citoyen de contrôle démocratique* » selon Jean-Michel Fourniau, directeur du Groupement d'intérêt scientifique Démocratie et Participation, a

déployé 100 observateurs répartis dans près de 300 réunions d'initiatives locales tirées au sort, et distribué 5 000 questionnaires. Il a pu dresser le profil sociologique du public : en majorité des hommes (55 %), urbains, âgés (47,5 % étaient retraités), s'en sortant plutôt « facilement » (54 %) ou « très facilement » (10 %) avec leurs revenus. « *Un public habituel dans ce type de rencontres, et distinct de la population mobilisée aux ronds-points* », estime Jean-Michel Fourniau qui prévoit de déployer les mêmes méthodes d'observation lors des prochaines assemblées de gilets jaunes.

Sur le fond, les dépenses publiques, la fiscalité et la transition écologique sont les thèmes qui ont suscité le plus d'intérêt. « *Les sujets de l'immigration et du référendum n'ont pas mobilisé les foules* », souligne Martial Foucault, qui a coordonné ce réseau d'observateurs. *En revanche, de nombreux participants ont exprimé leur frustration de ne pouvoir aborder les questions de santé ou d'éducation.* »

Une sélection de contributions tirées au sort

Quant à l'exploitation numérique des données du grand débat, dont une partie seulement a été ouverte pour le moment, elle a donné lieu à plusieurs projets, dont une quinzaine dans le cadre d'un « hackathon » organisé le 23 mars à l'Assemblée nationale, à l'initiative de la députée LRM Paula Forteza.

Le code postal étant la seule information renseignée par les participants sur le site, les analyses sociologiques s'avèrent impossibles, voire risquées. Plusieurs projets proposent d'autres modes exploratoires. La « Grande Annotation » du collectif Code for France veut garantir à chaque proposition d'être lue et annotée par au moins un humain, dans une démarche participative.

La « Grande lecture » prévoit, elle, de réaliser une sélection de contributions par tirage au sort à l'intention des députés, afin qu'ils disposent d'un accès direct à la parole des participants. Un projet à la « *dimension symbolique très forte*, pour Loïc Blondiaux, *qui témoigne d'un effort des acteurs du numérique pour que la rencontre entre la sphère politique officielle et la parole citoyenne se produise, ce qui n'est pas du tout certain avec des algorithmes* ».

Avec la diversité de ces initiatives s'ouvre un champ inédit d'explorations et de comparaisons des différents modes d'organisation et d'analyse d'un processus de participation citoyenne, et de leur impact sur ses résultats. Cette pluralité met aussi en lumière, du même coup, les limites d'une démarche participative pilotée en direct par un gouvernement.

Claire Legros